

ses qualités nouvelles intrinsèques, c'est-à-dire la possibilité interactive. De fait, ces deux candidats ont ouvert de vrais forums, des lieux de débat et de proposition programmatique pour les militants citoyens. Ce n'est pas le moindre apport de cet ouvrage que de signifier, à plusieurs reprises, les réticences au dialogue démocratique qui corsètent un pan de la classe politique française et qui expliquent, sans doute, une partie du résultat du 21 avril 2002.

**Arnaud Mercier**

LCP, CNRS, Paris  
Université de Nice  
arno.mercier@wanadoo.fr

**Sylvie PIONCHON, Grégory DERVILLE, *Les femmes et la politique.***

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Le politique en plus, 2004, 215 p.

En complément au dossier de la présente livraison de *Questions de communication* « Espaces politiques au féminin », cet ouvrage apporte d'utiles précisions. Depuis qu'en France elles ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité le 21 avril 1944, les femmes ont lentement investi le champ de la politique, « bien plus, en tous les cas, que [...] les autres domaines de l'espace public » (p. 5). Sylvie Pionchon et Grégory Derville en font la démonstration dans les cinq parties qui structurent l'ouvrage, rappelant que « la présence féminine en politique n'est pas acquise au point d'apparaître banale et ordinaire : elle continue de faire question et d'être vécue et décrite comme une transgression » (p. 96).

Ainsi le premier chapitre donne-t-il le ton et clôt-il, d'emblée, toute discussion. Chiffres à l'appui (graphiques, données du ministère de l'Intérieur, enquêtes du Cévipof, Insee, etc.), les deux chercheurs affirment l'emprise de l'univers masculin dans l'espace politique et les nombreuses difficultés que les femmes rencontrent non seulement pour y pénétrer, mais aussi pour s'y asseoir et enfin y progresser : « Plus un poste est convoité, car important dans la perspective d'une carrière politique [...], et plus il y a de chances pour que les hommes se le dispu-

tent âprement... au détriment des femmes » (p. 59). Toutefois, au fil des pages, le lecteur apprend que la féminisation du domaine politique s'observe au niveau de la haute fonction publique ou au sein des cabinets ministériels. Ce qui semble signifier – ce que les auteurs ne manquent pas de souligner, à plusieurs endroits du texte – que la prééminence du niveau d'études chez les femmes (diplômées du supérieur) est un facteur déterminant pour l'intérêt porté envers « la chose publique ». En tout état de cause, de tels propos mériteraient plus de nuances et gagneraient en crédibilité s'ils ouvraient au débat : la présence constante de données chiffrées interprétées par les auteurs et/ou de témoignages recueillis en 1997 (32 entretiens semi-directifs, 10 hommes et 22 femmes, menés par Sylvie Pionchon : voir Sylvie Pionchon, *Les femmes et la politique. Éléments d'explication d'une sous-représentation*, thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Grenoble, 2001) peut, parfois, laisser le lecteur dubitatif.

La démarche est identique lorsque, après avoir précisé que si « l'engagement associatif [...] fournit à de nombreuses femmes une occasion de s'impliquer dans la vie publique » (p. 22), les auteurs limitent l'argumentation à l'investissement des femmes plutôt dans ce qui relève de la gestion domestique, alors que les hommes détiennent le pouvoir de décision et de représentation symbolique (p. 26). Au vu des graphiques proposés, le lecteur ne peut mettre en doute l'analyse, mais il est en droit de rappeler que, dans ce cas de figure, les données (1992) – bien que pertinentes – ne sont plus toutes d'actualité. Dès lors, les conclusions nécessiteraient d'être revues. Sauf qu'à n'en pas douter, l'ouvrage s'inscrit dans une perspective militante, voire provocatrice, comme en témoigne la simulation que les auteurs proposent en inversant les rôles entre les hommes et les femmes politiques : « Nous aurions une présidente de la République, une Première ministre, 74 % de femmes ministres, 77,5 % de femmes au sein des cabinets ministériels, 88 % de femmes députées, 89 % de sénatrices, 90 % de conseillères générales (et

101 présidentes de conseil général sur l'02), 75 % de conseillères régionales, [...]. On devine aisément le choc que cela causerait » (p. 60). Néanmoins, même s'ils ont été souvent cités dans les médias ou dans des textes scientifiques, les exemples illustrant les inégalités qu'ont subies et subissent encore les femmes ont le mérite d'être véritablement rassemblés (chapitre 2) ; ce qui offre un précieux outil de travail. De même, si les chapitres 3 et 4, consacrés aux processus de discrimination dans l'univers politique, sont peu novateurs, ils n'en demeurent pas moins un bilan utile. Ainsi les auteurs passent-ils en revue les modes de recrutement de l'élite politique sous la V<sup>e</sup> République, peu favorables aux femmes (École nationale d'administration, hésitation des partis face aux candidatures féminines politiques ; autorisation du cumul des mandats déjà détenus par les hommes et, par conséquent, fonctionnement des réseaux périphériques du pouvoir). Ensuite, ils décrivent les discriminations sexistes dont elles sont – ou ont été – l'objet (e.g. pp. 81-97, pp. 131-134), quels que soient leur appartenance politique et leur niveau d'engagement (militantes de base, ministres).

Bien que cet état des lieux ne soit pas nouveau, Sylvie Pionchon et Grégory Derville ont assurément le mérite de le recentrer habilement et de faire en sorte qu'il dérange toujours autant, même si, à les lire, « depuis quelques années, le diagnostic est à relativiser de façon sensible » (p. 73). De ce fait, ils usent de multiples exemples et témoignages de femmes politiques, pour la plupart extraits de la presse et de l'enquête menée par Sylvie Pionchon (voir *supra*), et des atouts de la typographie (emploi du gras), pour mettre en perspective les discriminations que ces dernières endossent : division sexuelle du travail politique puisque la femme a, à les lire, un rôle essentiel dans la sphère familiale et privée, comme s'il « existait un gêne de l'aspirateur ou de la lessive dont les hommes seraient dépourvus » (p. 110) ; interrogations récurrentes sur sa vie privée ; difficulté à être prise au sérieux ; galanterie condes-

pendante et paternaliste ; renvoi au corps comme « objet sexuel » ; grivoiserie, injure sexuelle et instrumentalisation. Ce dernier aspect demeure certainement l'un des plus pervers du système parce qu'il est difficilement visible et qu'il cache d'indignes manœuvres. Par exemple, la femme peut être placée sur le devant de la scène pour servir l'image progressiste d'un parti ou d'un mouvement. Pur alibi ou simple figurante, elle est le jouet d'enjeux dont elle n'a pas connaissance. Quoi qu'il en soit, « la femme est d'autant mieux acceptée qu'elle cesse d'être regardée comme une femme » (p. 88), c'est-à-dire dès qu'elle a dépassé ce que Mariette Sineau appelle « l'âge social de la séduction » (*Des femmes en politique*, Paris, Éd. Economica, 1988, pp. 49-50).

Les deux chercheurs énoncent aussi les avantages et les inconvénients de la loi sur la parité, mais ils le font en pointillé, au regard du sujet traité. Les éléments qu'ils avancent auraient mérité plus amples développements et illustrations, telle « la stratégie de retournement de stigmaté » qu'ils convoquent (Erving Goffman) à propos du genre féminin, et dont certaines femmes ont su user en leur faveur comme atout et ressource (p. 102). Là où l'étude gagne en pertinence (voir enquête citée *supra* où les personnes interrogées défendent ce stéréotype) c'est dans la présentation des résultats à ce sujet. Ils montrent que si une femme fait de la politique, il lui sera demandé de promouvoir une vision féminine, à savoir qu'elle sera reconnue en tant que femme politique, seulement si elle se charge de représenter la population féminine (p. 147). La fin du dernier chapitre mène à une thématique intéressante qui consiste à prouver que les femmes qui s'adonnent à la politique ont toujours le souci de l'Autre (p. 183) : il s'agirait d'une perception qu'elles auraient intériorisée, à partir de leurs expériences du quotidien, et de la réunification de leur vision des sphères privée et publique.

Le *leitmotiv* qui sous-tend l'ouvrage – « la politique est une activité virile » (p. 122) – s'inscrit dans un schéma patriarcal quasi-

ment universel (valant largement pour la France). Une conception légitime du point de vue linguistique, car le masculin l'emporte sur le féminin, « l'utilisation du masculin comme genre [...] universel ne fait que « renforcer l'invisibilité des femmes politiques [et] le partage inégal du pouvoir politique entre les sexes » (p. 124). Au fond, largement inspiré des travaux de Mariette Sineau (*Des femmes en politique*, Paris, Éd. Economica, 1988 ; *Profession : femme politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001 ; « Municipales 2001 ; Le banc d'essai de la parité », 15, *Lunes*, 2001, pp. 6-11 ; « Quel avenir pour les femmes dans la sphère politique ? », 21, *Lunes*, 2002, pp. 6-12), cet ouvrage est une synthèse intéressante même si, parfois, elle se moule dans un format un tant soit peu scolaire.

**Sylvie Thiéblemont-Dollet**

*Université Nancy 2*

*CREM, université Paul Verlaine-Metz*

*Sylvie.Thieblemont@univ-nancy2.fr*

## Social

**Cyprien AVENEL, *Sociologie des « quartiers sensibles »*.**

Paris, A. Colin, coll. 128 Sociologie, 2004, 127 p.

Avec cet ouvrage, Cyprien Avenel, chargé de mission à la Caisse nationale d'allocations familiales, travaillant à la Direction des statistiques, des études et de la recherche, et enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris, propose un bilan et un manuel des recherches menées, depuis vingt-cinq ans, sur les « quartiers sensibles ». Le titre résume nettement la position défendue tant par l'auteur que par les chercheurs ayant récemment travaillé sur le sujet : une analyse critique vis-à-vis de la dénomination qui participe de la stigmatisation, et une prise de distance à l'égard des questions posées. La première partie revient sur « la constitution d'un problème social » qui émerge au début des années 80, ainsi que sur la mythologie qui l'entoure. En vingt-cinq ans, le traitement du thème a évolué, allant d'interrogations urbaines sur l'habitat et les modes de vie, à des analyses en termes de « nouvelle pauvreté » et « d'intégration »,

pour en être aujourd'hui aux « problèmes des banlieues » – notamment via le spectre médiatique sensationnaliste – qui fait suite aux réflexions sur les « problèmes d'immigration ». Avec de nombreux retours historiques, Cyprien Avenel relativise les termes de « zones sensibles » ou de « classes dangereuses ». Il amène également le lecteur à prendre conscience du risque que représente la généralisation abusive et montre l'hétérogénéité et le multiculturalisme de ces quartiers et de la population les constituant, notamment la jeunesse. Il pointe aussi le poids central du chômage et le fait que le stigmate porte surtout sur des quartiers pauvres.

La deuxième partie s'attache plus particulièrement à rendre compte des « stratégies de lutte contre la ségrégation et la stigmatisation ». L'intérêt réside en ce que l'auteur conçoit la stigmatisation à la fois comme un « processus externe » et comme « le résultat d'une logique interne », c'est-à-dire concomitant au regard posé par les personnes extérieures, quel que soit leur statut socio-professionnel (habitants d'un autre quartier ou d'une autre ville, journalistes, chercheurs, etc.), et celui porté par les habitants eux-mêmes (une intériorisation du regard extérieur). Ce qui le conduit à envisager les notions clés de « territoire », de « sociabilité », de « culture » ou de « mobilité », sous l'angle de la famille, des jeunes, des rapports sexués, des groupes socialisateurs politiques, religieux, etc., hors et dans ces quartiers. En analysant ces rapports, Cyprien Avenel constate que les habitants des « quartiers sensibles » se trouvent dans une logique paradoxale de défense/répulsion dans la mesure où ils rejettent leur quartier parce qu'il les enferme dans un type de représentation – réputation oblige ! –, tout en faisant, dans le même temps, un travail de « positivation » du lieu et de ses caractéristiques. L'exemple typique est la diversité ethnique présentée tantôt comme source de conflits, tantôt comme enrichissement de soi.

La troisième partie revient sur l'aspect le plus médiatisé des « quartiers sensibles » : « les violences urbaines ». En passant en revue divers éléments de ces violences